CONIC
Déclaration de soutien à la Démocratie et à l'état de droit

Lors des deux dernières semaines se sont produits des évènements politiques qui démontrent la nécessité d'une réflexion approfondie sur la situation actuelle du Brésil. Il est bon que les personnes *(brésiliennes)* suivent l'actualité et prennent position sur les différents faits et possibilités qui touchent à la politique et à l'économie du pays. La désapprobation, le rejet face à la corruption sont unanimes. Des enquêtes doivent être menées sur tous les faits de corruption, indépendamment de qui en est à l'origine, et leurs auteurs en subir les conséquences.

Cependant, nous sommes étonnés de voir le chemin pris par les procédures relatives aux cas de corruption. Nous nous inquiétons du processus de judiciarisation de la politique et du risque très net que cela représente pour la démocratie brésilienne. Nous remarquons que, dans le cas de certains procès, les droits de la défense, la procédure contradictoire et l'impartialité, garantis par la Constitution, n'ont pas été respectés. Le respect du principe de présomption d'innocence et la lutte contre le risque de procès hâtifs sont primordiaux. Nous assistons cependant à des procédures judiciaires avec des actes répressifs contraires à notre constitution.

Les polarisations, coercitions et l'usage abusif du pouvoir ne sont pas compatibles avec l'exercice de la justice. Un pays démocratique comme le Brésil doit garantir des espaces de dialogue, de débat d'idées et de projets sans que les adversaires politiques soient considérés comme des ennemis devant être éliminés à tout prix.

Parce que nous soutenons la démocratie et croyons en elle, nous réclamons le respect des résultats des élections de 2014. Cependant cela ne signifie pas qu'il ne faut pas débattre du Brésil que nous avons et de celui que nous voulons. Nous devons parcourir le chemin qui sépare ce que nous sommes de ce que nous espérions être.

La multiplication des moyens répressifs de l'Etat réécrit une histoire que nous ne voudrions pas voir se répéter dans le pays. La récente loi anti-terrorisme est l'exemple le plus criant de ce phénomène. La justice ne doit pas être détournée et la loi utilisée pour favoriser les intérêts des forts (Jc 1,4).

Les mouvements sociaux attirent l'attention et se mobilisent pour que la démocratie soit fortifiée par la redistribution des revenus et des richesses, l'extension des droits, des infrastructures sanitaires de base, des sources d'énergies renouvelables, la garantie des droits des travailleurs et travailleuses, la démocratisation des moyens de communication et une sécurité publique efficace et citoyenne. Ce sont des sujets essentiels qui doivent être pris à bras le corps par les institutions politiques brésiliennes. Les intérêts privés et caprices politiques ne doivent pas l'emporter sur le bien collectif et les actions urgentes à mener pour lutter contre la crise économique et sociale.

Nous appelons le peuple brésilien, face à la polarisation favorisée par des médias subjectifs et tendancieux, à exprimer pacifiquement ses opinions et positions quant à la situation politique actuelle et d'éviter à tout prix la violence et les actions illégales. Nous avons surtout besoin de préserver notre jeune démocratie, l'état de droit et les conquêtes sociales obtenues par la société brésilienne ces dernières années.

Brasilia, 11 mars 2016

L'œuvre de la justice sera la paix ; et le fruit de la justice le repos et la sécurité pour toujours.
Mon peuple demeurera dans le séjour de la paix, dans des habitations sûres, dans des asiles tranquilles.
(Is 32. 17-18)

Déclaration originale en portugais
Traduction M. Mesquita Castro